

L'évolution récente de l'industrie manufacturière à Montréal

Claude Manzagol

Volume 27, Number 71, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021610ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021610ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Manzagol, C. (1983). L'évolution récente de l'industrie manufacturière à Montréal. *Cahiers de géographie du Québec*, 27(71), 237–253.
<https://doi.org/10.7202/021610ar>

Article abstract

The manufacturing industry in the Montréal region has not much developed over the past ten years and is severely affected by the present economic crisis. A great number of jobs have been lost in the slow sectors. Despite efficiency in transportation equipment manufacturing, many key activities such as steel industry, petrochemistry, electronics and the pharmaceutical industry seem to be in a precarious situation. From a spatial point of view, the weakening of industry in the central city and its net migration to the suburbs continue to profit those locations which have developed their infrastructures during the preceding period.

This tendency has confirmed local functional specializations. In order to prevent a further and costly decline, the City of Montréal has been developing since 1979 a comprehensive revitalization program in the manufacturing industry.

L'ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE À MONTRÉAL

par

Claude MANZAGOL

*Département de géographie, Université de Montréal, C.P. 6128,
Succ. «A», Montréal, (Québec), H3C 3J7*

RÉSUMÉ

L'industrie manufacturière a très peu progressé dans l'agglomération montréalaise au cours des dix dernières années et elle est durement affectée par la crise économique actuelle, les secteurs « mous » subissant de lourdes pertes d'emplois. Si la fabrication du matériel de transport enregistre une bonne performance, plusieurs secteurs-clés comme la sidérurgie, la pétrochimie, l'électronique et l'industrie pharmaceutique paraissent cependant fragiles. Sur le plan spatial, l'affaiblissement de la ville centrale s'est poursuivi au profit des banlieues. Cette relocalisation de l'industrie, tout en profitant aux municipalités qui ont su développer une infrastructure d'accueil, vient confirmer les orientations fonctionnelles locales. Pour mettre fin à une désindustrialisation coûteuse, la ville de Montréal a donc mis sur pied, à partir de 1979, un vigoureux programme de relance de son secteur manufacturier.

MOTS-CLÉS : Industrie manufacturière, Montréal, analyse structurale, décentralisation, parcs industriels.

ABSTRACT

Recent evolution of the manufacturing industry in Montréal

The manufacturing industry in the Montréal region has not much developed over the past ten years and is severely affected by the present economic crisis. A great number of jobs have been lost in the slow sectors. Despite efficiency in transportation equipment manufacturing, many key activities such as steel industry, petrochemistry, electronics and the pharmaceutical industry seem to be in a precarious situation. From a spatial point of view, the weakening of industry in the central city and its net migration to the suburbs continue to profit those locations which have developed their infrastructures during the preceding period.

This tendency has confirmed local functional specializations. In order to prevent a further and costly decline, the City of Montréal has been developing since 1979 a comprehensive revitalization program in the manufacturing industry.

KEY WORDS : Manufacturing industry, Montréal, structural analysis, decentralization, industrial parks.

*

* * *

LE PROBLÈME

Brosser un tableau de l'industrie montréalaise il y a dix ans, c'était décrire une puissante concentration aux prises avec des problèmes structurels évidents. Ces obstacles résultèrent en un essoufflement de la croissance si bien qu'à la fin des années 1960, Toronto était devenue la première agglomération industrielle canadienne. Néanmoins, la progression de l'industrie montréalaise persistait tout en s'accompagnant d'un ample mouvement de redistribution au sein du tissu urbain. Les parcs industriels installés en banlieue attiraient les nouvelles formes de production (Manzagol, 1972, p. 125-136). Montréal était alors au cœur d'une alternative d'aménagement: convenait-il d'orienter les nouvelles implantations vers les régions du Québec afin de remédier à une excessive concentration à Montréal ou fallait-il, au contraire, faire de cette dernière un véritable pôle de développement et d'innovation dont la croissance bénéficierait au reste du Québec?

Dix ans plus tard, les préoccupations sont sensiblement différentes, la crise ayant atteint en plein fouet les économies industrialisées. Dès la fin des années 1960, elle était en gestation alors qu'on notait un infléchissement des courbes de productivité et la saturation progressive du marché. La crise est devenue manifeste au cours des dernières années et le Québec en ressent durement les effets. Les effectifs manufacturiers n'ont que lentement progressé durant les années 1970 (accroissement de 5,5% pour l'ensemble de la période 1971-1979). Au cours des trois dernières années, la situation s'est brutalement dégradée. Les licenciements se multiplient, les fermetures d'usines se succèdent, le taux de chômage progresse. Dans les documents préparatoires du dernier sommet consacré à «l'état de la situation socio-économique», les services du gouvernement du Québec font état d'une perte de 80 000 emplois entre le milieu de 1980 et janvier 1982. Bien que les données statistiques détaillées actuellement disponibles s'arrêtent à la fin de la décennie précédente, c'est sur cette toile de fond qu'il faut analyser les performances, l'évolution structurelle et la distribution spatiale de l'industrie montréalaise.

STRUCTURES ET RYTHMES

Dès avant la récente vague de fermeture d'usines, c'est une image de quasi-stagnation que renvoie l'industrie de l'agglomération montréalaise. En effet, l'emploi ne progresse que très lentement: tout juste 1% entre 1971 et 1979 contre 5,49% dans l'ensemble du Québec et 14% pour le Canada (tableau 1). Une analyse plus fine montre qu'à une tendance favorable a succédé, entre 1973 et 1977, une nette régression des effectifs suivie d'un léger redressement. Mais au total, Montréal a perdu beaucoup de terrain par rapport à Toronto. Cette dernière ayant enregistré un accroissement de 12,1% de ses emplois industriels pendant la même période. L'agglomération torontoise est désormais, et de loin, le premier foyer industriel canadien.

Permanences structurelles

Certes, Montréal regroupe encore 50% des ouvriers québécois: cette concentration spatiale s'affaiblit quelque peu mais demeure incontestable. Toutefois, sa participation à l'ensemble canadien tombe, en huit ans, de 16,45% à 14,5% mais à 12,8% sur la base de la valeur des expéditions et à 13,8% en ce qui concerne la valeur

Tableau 1
Évolution de l'emploi industriel, 1971-1979.

	<i>Montréal</i>	<i>P. de Québec</i>	<i>Toronto</i>	<i>Canada</i>
Emploi industriel 1971	267 935	508 591	309 107	1 628 404
Emploi industriel 1979	270 622	536 547	346 559	1 856 198
Croissance 1971-1979	1%	5,49%	12,1%	13,99%

ajoutée. C'est à ce dernier chapitre que l'écart se creuse le plus avec Toronto, laquelle accapare 18,8% de la valeur ajoutée industrielle au Canada.

Traditionnellement, l'industrie montréalaise se distingue de celle du reste du Québec par son orientation et sa composition. Elle est beaucoup plus tournée vers la consommation québécoise (plus de 50% en valeur) et le marché canadien — ontarien surtout — que vers l'extérieur contrairement aux régions périphériques comme l'Outaouais, l'Abitibi, le Saguenay, etc. Ces dernières sont beaucoup plus dépendantes de l'étranger, des États-Unis en particulier. En outre, la valeur ajoutée par emploi à Montréal est supérieure à celle qui est produite dans l'ensemble du Québec, ce qui est le signe d'une concentration relative d'industries à plus forte technologie et de chaînes de fabrication plus longues.

Tout aussi traditionnellement, l'industrie montréalaise affiche une performance inférieure à la moyenne canadienne en général, et ontarienne en particulier, dans le domaine de la productivité. Le tableau 2 relatif aux indices de productivité — calculés en valeur ajoutée par employé — montre que cet état de fait persiste et que cela s'ajoute aux effets pernicieux des carences structurelles sur la croissance. Au seuil des années 1980, l'industrie montréalaise reste marquée par la prépondérance des biens non durables ainsi que par la grande part qu'y tiennent les secteurs à faible technologie et à croissance lente. Sa médiocre performance était sans doute prévisible puisque voici dix ans, ce que l'on appelle les secteurs mous y accaparaient 35% de l'emploi. Aujourd'hui, les groupes de l'habillement, de la bonneterie, du textile, du cuir et du meuble comptent encore pour 30% de l'emploi contre 13% seulement à Toronto (tableau 3).

Mais il serait illusoire de croire que la stagnation de l'industrie montréalaise est uniquement liée à une structure industrielle désuète. L'analyse structurale régionale le démontre bien (tableau 4). Pour n'avoir pas crû au même rythme que l'ensemble du Québec, Montréal enregistre un manque à gagner de plus de 11 000 emplois pour la période qui s'étend de 1971 à 1979: le tiers à peine de ce déficit est imputable à une structure industrielle défavorable, le reste étant lié aux conditions régionales. Dans à peu près tous les secteurs, Montréal fait moins bien que le Québec, à trois exceptions près: le matériel de transport, le matériel électrique et les produits chimiques. Ce sont, il est vrai, des branches à haute valeur ajoutée et les progrès métropolitains y sont intéressants. Mais ils sont trop limités pour qu'on y trouve les signes convaincants de la restructuration industrielle tant prônée.

En conduisant l'analyse structurale régionale à l'échelle canadienne, le tableau s'avère encore plus sombre. Pour la même période, c'est-à-dire de 1971 à 1979, Montréal enregistre une variation relative nette négative d'environ 35 000 emplois, dont 10 000 du fait de la composition industrielle et 25 000 en raison des conditions

Tableau 2
Indices de productivité des industries manufacturières en 1979.

GROUPES	MONTRÉAL	TORONTO	PROVINCE DE QUÉBEC	CANADA
	\$	\$	\$	\$
Aliments et boissons	45 630	43 790	36 450	35 701
Tabac	ND	ND	61 270	56 900
Caoutchouc - Plastique.....	28 880	30 570	27 880	30 225
Cuir.....	20 610	17 400	20 700	20 235
Textile	25 770	25 080	25 030	26 010
Bonneterie	19 480	ND	19 830	18 530
Habillement	19 170	18 530	18 190	18 785
Bois.....	23 580	26 240	27 800	32 950
Meuble.....	18 750	23 750	19 050	21 100
Papier.....	27 690	32 390	42 900	44 650
Imprimerie - Édition	35 070	33 850	31 160	29 705
Métallurgie lourde	49 460	ND	45 500	39 550
Métallurgie différenciée	—	31 930	37 400	30 905
Machines.....	27 730	35 730	28 320	35 475
Équipement de transport.....	36 450	ND	33 010	38 870
Produits électriques	37 790	33 930	35 460	32 730
Produits minéraux non métalliques..	38 420	43	34 210	39 225
Produits du charbon et pétrole	ND	ND	141 980	75 890
Industrie chimique.....	53 600	52 335	47 790	54 463
Industries diverses.....	25 680	33 03	24 840	27 320
Autres groupes	40 400	39 890	—	—
TOTAL	33 220	35 020	31 910	34 670

Source: Statistique Canada, cat. 31-209.

régionales défavorables. Par rapport au référentiel canadien, non seulement Montréal est-elle pénalisée par la prépondérance d'industries à faible croissance, mais encore sa performance est-elle mauvaise dans à peu près toutes les branches: seuls les groupes de la machinerie et de l'équipement de transport font exception. Si Montréal faisait bonne figure sur la scène provinciale pour le matériel électrique et la production chimique, il est clair qu'elle ne suit pas le rythme canadien dans ces deux branches essentielles.

L'effritement des secteurs mous

Entre 1971 et 1979, la région métropolitaine de Montréal a perdu plus de 7 000 emplois dans les groupes du textile, de la bonneterie, de l'habillement, de la chaussure et du meuble (tableau 5). C'est dire que l'évolution constatée dans les années précédentes s'est accélérée, alors que les mêmes secteurs se sont bien maintenus à Toronto où la fabrication des meubles a même progressé sensiblement. La régression des effectifs dans la région métropolitaine se reflète naturellement dans la disparition d'un grand nombre d'établissements. À la fin des huit années de référence, 28 établissements sont disparus dans le secteur du cuir (-18%), 14 dans le textile (-6%), 16 dans la bonneterie (-11%), 38 dans le vêtement (-3%) et 66 dans le meuble (-16%).

Tableau 3

Structure de l'emploi industriel à Montréal et Toronto, 1979.

GROUPES	MONTRÉAL	TORONTO
	%	%
Aliments et boissons	11,02	9,85
Tabac	1,51	ND
Caoutchouc - Plastique	1,66	4,90
Cuir	2,40	1,31
Textile	3,60	2,45
Bonneterie	2,91	ND
Habillement	16,56	4,50
Bois	1,29	1,33
Meuble	3,61	4,36
Papier	3,50	4,69
Imprimerie - Édition	6,25	9,08
Métallurgie lourde	2,28	ND
Métallurgie différenciée	9,24	11,77
Machines	4,18	5,68
Matériel de transport	9,72	8,36
Matériel électrique	6,59	9,98
Minéraux non métalliques	2,46	2,56
Pétrole et charbon	1,03	ND
Produits chimiques	5,87	6,06
Industries diverses	4,21	7,79

Source: Statistique Canada, cat. 31-209.

Dans ces divers domaines, on constate, au début des années 1970, un brusque fléchissement des investissements: entre 1974 et 1978, ils ont été deux fois plus importants en Ontario qu'au Québec dans le travail du cuir alors que le niveau d'emploi était équivalent. Les investissements dans la bonneterie ont également beaucoup diminué à Montréal après 1973.

Au sein des secteurs mous, toutes les branches ne présentent pas la même vulnérabilité. Ainsi, en ce qui concerne l'habillement, le travail de la fourrure et la confection pour hommes et pour femmes, on note que ces branches se maintiennent relativement bien à Montréal. En revanche, le déclin est notable dans la fabrication de vêtements pour enfants, de lingerie féminine, etc. La pratique de la confection à forfait s'est assez largement développée au Québec, mais elle bénéficie essentiellement aux régions périphériques comme l'Estrie et la Beauce. Les maisons montréalaises étendent ainsi leur pouvoir de commandement et mettent à profit les écarts de salaires qui séparent Montréal et ces régions en transférant vers la périphérie des tâches d'exécution simple.

La nécessité de rééquilibrer la structure industrielle pour infuser plus de dynamisme à la région montréalaise est claironnée depuis de longues années: c'est une quasi-doctrine, mais les faits demeurent rebelles. L'effritement des secteurs mous n'est en aucune manière une solution au problème; il faut dynamiser les branches modernes. Mais il faut aussi moderniser l'appareil ancien, le sortir de la marginalité pour consolider l'emploi. C'est en ce sens que le gouvernement du Québec, à la suite de quatre «mini-sommets» consacrés au textile, au vêtement, au meuble et à la

Tableau 4
Analyse structurale régionale, 1971-1979

GROUPES	MONTRÉAL / PROVINCE DE QUÉBEC			MONTRÉAL / CANADA		
	Variation relative nette	Composition Industrielle	Conditions régionales	Variation relative nette	Composition Industrielle	Conditions régionales
Aliments et boissons.....	- 4 087	-1641	-2346	- 6818	-2601	- 4 217
Tabac	- 649	-1302	653	- 1032	-1090	58
Caoutchouc - Plastique.....	- 463	363	- 826	- 863	1 189	- 2 052
Cuir	- 1 902	-1915	13	- 2568	-1779	- 789
Textile	- 1 585	-1637	52	- 2494	-1518	- 976
Bonneterie	- 2 735	-2352	- 383	- 3590	-2583	- 1 007
Habillement	- 4 564	-3458	-1 106	- 8 538	-5653	- 2 885
Bois.....	842	1 093	- 251	629	474	155
Meuble	- 1 343	243	-1586	- 2237	491	- 2 728
Papier.....	- 325	- 27	- 298	- 1 114	- 584	- 530
Imprimerie - Édition	- 374	1 623	-1997	- 1 766	1 272	- 3 038
Métallurgie lourde	- 25	846	- 871	- 524	- 182	- 342
Métallurgie différenciée	- 2 308	1 605	-3913	- 4 505	1 318	- 5 823
Machines.....	3 972	4 255	- 283	3 369	2 002	1 367
Équipement de transport.....	6 912	3 403	3 509	5 349	2 314	3 035
Produits électriques.....	- 2 096	-4362	2 266	- 3 707	-3 176	- 531
Produits minéraux non métalliques.....	- 731	- 245	- 488	- 1 326	- 235	- 1 091
Produits du charbon et pétrole.....	187	241	- 54	- 89	246	- 335
Industrie chimique.....	- 474	-1333	859	- 1 824	- 121	- 1 703
Industries diverses.....	- 209	419	- 628	- 1 145	237	- 1 382
TOTAL	-11 267	-3578	-7 689	-34 797	-9979	-24 818

Tableau 5

Évolution des effectifs manufacturiers 1971-1979.

GROUPES	MONTRÉAL				TORONTO				PROVINCE DE QUÉBEC			
	1971	1979	Écart	Écart en %	1971	1979	Écart	Écart en %	1971	1979	Écart	Écart en %
Aliments et boissons	32 151	29 830	-2 321	- 7,2%	30 813	34 174	3 361	10,9%	59 700	60 153	453	0,7%
Tabac	4 502	4 100	—	—	—	—	—	—	6 027	4 686	-1 341	-22,2%
Caoutchouc - Plastique ...	4 702	4 497	-205	- 4,3%	11 150	16 790	5 640	50,6%	12 509	14 161	1 652	13,2%
Cuir	7 951	6 495	-1 456	-18,3%	5 262	4 551	-711	-13,5%	13 483	10 970	-2 513	-18,6%
Textile	10 703	9 706	- 997	- 9,3%	7 126	8 497	1 371	19,2%	36 615	33 018	-3 597	- 9,8%
Bonneterie	10 054	7 871	-2 183	-21,7%	—	—	—	—	14 517	11 915	-2 602	-17,9%
Habillement	46 797	44 802	-1 995	- 4,2%	15 137	15 622	485	3,2%	64 016	62 757	-1 259	- 1,9%
Bois	2 507	3 487	—	—	3 175	4 618	1 443	45,4%	19 975	29 782	9 807	49,1%
Meuble	10 527	9 762	- 765	- 7,2%	10 862	15 113	4 251	39,1%	17 648	19 038	1 390	7,8%
Papier	9 276	9 460	190	2,0%	16 988	16 274	-714	- 4,2%	42 125	44 333	2 208	5,2%
Imprimerie - Édition	16 376	16 901	525	3,2%	27 355	31 457	4 102	15,0%	22 367	25 814	3 447	15,4%
Métallurgie lourde	5 867	6 164	297	5,0%	5 618	—	—	—	25 291	30 342	5 051	19,9%
Métallurgie différenciée ...	25 849	24 960	—	—	36 367	40 791	4 424	12,1%	35 165	39 289	4 124	11,7%
Machines	6 975	11 320	4 345	62,3%	19 263	19 694	431	2,2%	12 656	21 081	8 425	66,5%
Équipement de transport ..	18 283	26 303	7 921	43,1%	27 967	—	—	—	31 133	38 606	7 473	24,0%
Produits électriques	18 892	17 833	-1 059	- 5,6%	33 682	34 632	950	2,8%	35 334	29 090	-6 244	-17,6%
Produits minéraux non métalliques	7 006	6 660	- 346	- 4,9%	9 479	8 877	-602	- 6,3%	13 776	14 061	285	2,0%
Produits charbon/pétrole ..	2 534	2 800	—	—	—	—	—	—	3 145	3 618	473	15,0%
Industrie chimique	15 881	16 279	398	2,5%	19 718	21 023	1 305	6,6%	27 061	26 281	- 780	- 2,9%
Industries diverses	11 013	11 409	396	3,6%	23 380	27 035	3 655	15,6%	16 048	17 552	1 504	9,3%
TOTAL	267 935	270 622	2 687	1,0%	309 107	346 559	37 452	12,1%	508 591	536 547	27 956	5,49%

Source: Statistique Canada, cat. 31-209.

chaussure, a mis sur pied des programmes de relance et de modernisation des entreprises, tout en supprimant la taxe de vente et en tentant d'influer sur la politique commerciale canadienne (maintien des quotas d'importation).

Le comportement de quelques secteurs-clés

Ce sont, bien sûr, les progrès des productions modernes qui ont permis de compenser les pertes qu'ont connues les secteurs traditionnels. L'industrie aéronautique a été sans conteste, la branche la plus dynamique à Montréal. Alors que dans les années 1960, sa suprématie en ce domaine était contestée par la région torontoise, notamment en raison des graves difficultés de Canadair imputables à la réduction des contrats militaires, Montréal a connu un vigoureux redressement lors des dix dernières années, grâce à la mise au point d'appareils commerciaux et à la fabrication de réacteurs (Pratt et Whitney). Il est encore difficile d'évaluer l'importance des contrats de sous-traitance liés à l'achat de l'avion F-18 par le gouvernement canadien et de mesurer l'importance des retombées économiques du train LRC conçu par Bombardier. Mais le complexe de production du matériel de transport semble solidement établi et générateur de croissance. En revanche, certains secteurs de base n'ont pas tenu toutes leurs promesses et certaines branches, pourtant dynamiques, présentent d'inquiétantes faiblesses.

1) Les déboires de la sidérurgie

La réalisation d'une industrie sidérurgique intégrée était au cœur du grand dessein industriel de la Révolution tranquille. On s'est vite rendu à l'évidence que la technologie habituelle dépassait et les besoins et les moyens du Québec. Aussi a-t-on intégré une production plus modeste fondée sur des solutions techniques originales: la réduction directe et la coulée continue. Les analyses coûts-bénéfices ayant démontré qu'il fallait situer l'unité productrice dans les limites du marché montréalais, on a choisi de développer le site de Contrecœur et de réaménager les unités montréalaises rachetées à la société Dosco. Tardant à atteindre le seuil de rentabilité, la société d'État Sidbec est depuis plusieurs années aux prises avec les effets de la crise dans le domaine du fer et de l'acier. Non seulement envisage-t-elle de se départir de ses opérations minières, mais encore songe-t-elle sérieusement à éliminer sa fabrication de produits plats. De nouveaux licenciements affaibliront probablement le complexe de Contrecœur, alors que l'on attendait un renforcement de la « grappe » de l'acier.

2) Les difficultés de la pétrochimie

Montréal étant le premier centre de raffinage canadien, il était normal que s'y développe une grande industrie pétrochimique jusque-là cantonnée en Ontario (Sarnia). La mise en place s'est faite autour des raffineries de Montréal-Est (Gulf, Union Carbide), de Pointe-aux-Trembles (Finachem) et sur la rive sud du Saint-Laurent à Varennes (Gulf) avec quatre unités de première génération, techniquement reliées par un réseau de canalisations souterraines. Le vapocraqueur le plus puissant, celui de Varennes, fournit principalement de l'éthylène, mais aussi du propylène, tout

comme celui de Union Carbide à Montréal-Est, alors que les deux autres sont orientés vers la production d'aromatiques. Cette pétrochimie primaire, hautement capitaliste, fournit peu d'emplois (moins de 400) et son intérêt réside dans son pouvoir inducteur. C'est une «industrie industrialisante» alimentant en effet une quinzaine d'établissements localisés surtout à Montréal, lesquelles transforment les matières de base en produits de synthèse (résines, plastiques, élastomères, etc.). Ainsi l'éthylène de Varennes est transformé en polyéthylène par Union Carbide, le propylène en polypropylène par Hercules. Monsanto de LaSalle absorbe le benzène et le toluène de Pointe-aux-Trembles (solvants), alors que Sherwin-Williams et International Paints utilisent le toluène et le xylène pour la fabrication de revêtements, etc. À l'aval de cette pétrochimie secondaire, une pléiade d'usines transforment les produits intermédiaires en articles destinés à l'industrie et à la consommation. Au Québec, on estime à 25 000 le nombre des ouvriers employés à la fabrication de produits de plastique et de caoutchouc synthétique, de fibres synthétiques, de vernis, de détergents, etc. (Gouvernement du Québec, 1982).

Ce bref tableau ne doit cependant pas faire illusion : la pétrochimie montréalaise n'a pas satisfait aux espoirs qu'on plaçait en elle. En raison de l'étroitesse du marché, les unités de production primaire sont de petite taille et ne mobilisent pas les économies d'échelle si importantes dans ce secteur : le grand vapocraqueur de Varennes n'atteint que la moitié du gabarit mondial moyen. L'association de Gulf, de Union Carbide et de la Société générale de financement en 1980 dans le consortium Pétromont n'a pas encore engendré une grande manufacture de base. D'une façon générale, les nouveaux investissements ne se font pas au Québec, mais en Ontario et en Alberta, et l'on sait que les équipements se périment vite dans ce type d'industrie. Dès lors, le Québec qui fournissait la moitié de l'éthylène et du propylène du Canada en 1975, n'en produira guère que 20% en 1985. La politique énergétique canadienne privilégiant le développement de la pétrochimie à partir du gaz naturel ne laisse guère d'espoir en ce domaine.

Plus récemment, c'est dans sa capacité de raffinage que Montréal a été atteinte. En 1982, en raison de la chute des ventes, Texaco et British Petroleum ont annoncé la fermeture de leur raffinerie, tandis que Gulf ramenait sa capacité quotidienne de raffinage de 74 000 à 60 000 barils. Ce sont 700 emplois qui disparaissaient mais également le projet Carmont fondé sur l'utilisation quotidienne de 80 000 barils d'huiles résiduelles dont on espérait qu'il créerait près de 3 000 emplois en l'espace de cinq ans.

3) *L'industrie pharmaceutique*

La région montréalaise détient depuis longtemps une part importante de la production pharmaceutique canadienne. Cela demeure encore vrai, mais la dernière décennie ne lui a guère été favorable. En valeur de la production comme en valeur ajoutée et en nombre d'employés, le Québec fournit à peu près la moitié du total canadien, l'autre moitié provenant de l'Ontario. La région métropolitaine de Montréal conserve le quasi-monopole de l'apport québécois.

Les caractéristiques de cette industrie découlent de la domination exercée par les filiales de compagnies étrangères :

- la production de matières de base (alcaloïdes, vitamines de base, produits endocriniens) est très limitée; elles sont généralement fournies par les

sociétés mères de Suisse (Sandoz, Ciba - Geigy, etc. ou des États-Unis (Merck, Ayerst, Bristol-Myers, Squibb, etc.) qui mobilisent des économies d'échelle en les manufacturant en grande quantité. La fabrication de produits biologiques comme les sérums et les vaccins, est également restreinte (Institut Armand-Frappier).

- La recherche fondamentale, généralement très concentrée, est faite à l'étranger. L'effort local est essentiellement dévolu à la recherche appliquée et surtout à la mise au point des produits.
- Les trois quarts de la production québécoise concernent les produits éthiques, délivrés sur ordonnance, qui requièrent moins d'investissements, de main-d'œuvre et d'équipement hautement spécialisés que les matières de base.
- La production est faiblement intégrée, tant verticalement qu'horizontalement: c'est l'image bien connue du marché segmenté.

En raison de son précoce développement à Montréal, l'industrie pharmaceutique québécoise conserve cependant une supériorité non négligeable sur celle de l'Ontario. Chez cette dernière, l'accent est mis sur les produits de grande consommation ne nécessitant pas d'ordonnance. Par ailleurs, les sièges sociaux de cette industrie sont en majorité localisés à Montréal. Il en va de même pour les laboratoires de recherche : on en compte 18 à Montréal. Cependant, la situation s'est détériorée au cours de la dernière décennie. À la suite de l'amendement de 1969 à la loi canadienne sur les brevets, les sociétés étrangères ont annulé leurs projets d'expansion à Montréal (Hoffman-Laroche) ou démenagé partiellement leurs activités de recherche (Ayerst, Merck). À l'automne 1982, Ayerst a même décidé de fermer son laboratoire, lequel occupait 450 chercheurs. En outre, c'est en Ontario que la Corporation de développement du Canada stimule l'industrie pharmaceutique avec les laboratoires Connaught (Gouvernement du Québec, 1979).

4) *L'électronique*

Le Québec concentre environ le cinquième de l'industrie électronique canadienne. À l'exception de l'usine IBM de Bromont, c'est une spécialité montréalaise où dominent quelques grosses entreprises. Northern Telecom, filiale de Bell Canada est devenue une puissante multinationale dans le secteur des équipements de télécommunication. Marconi est plus diversifiée avec une gamme de produits concernant l'avionique, les télécommunications, l'instrumentation et l'équipement informatique. CAE Electronics possède une expertise mondialement reconnue pour les simulateurs de vol. Spar Technologie fabrique à Sainte-Anne-de-Bellevue la dernière génération des satellites Anick pour le compte de Télésat, tandis que AES Data se spécialise dans les systèmes de traitement de texte.

Cependant, la présence de ces firmes qui œuvrent dans un secteur de pointe à haut niveau d'intégration et à quotient élevé de recherche et développement, ne doit pas trop faire illusion. En effet, le Québec est loin de couvrir les besoins de son marché. En 1978, par exemple, il a importé pour \$150 millions de dollars de

tubes électroniques et de semi-conducteurs ; trois fois plus qu'il n'en exporte. Sa force essentielle réside dans le secteur des équipements de télécommunication (Gouvernement du Québec, 1981). Traditionnellement dépendant de l'extérieur pour les biens de consommation (radio, télévision, etc.) et pour les instruments scientifiques, le Québec ne figure que timidement dans le domaine des équipements de bureau, des services informatiques et du logiciel. En outre, la réorganisation en cours à l'échelle canadienne ne cesse d'être inquiétante pour l'avenir. C'est à Ottawa que Marconi développe ses laboratoires de recherche ; c'est à Toronto que la firme AES Data développe les siens. Le grand programme quinquennal d'investissements (1,3 milliard de dollars) annoncé par Northern Telecom en novembre 1982 profitera surtout aux régions d'Ottawa (semi-conducteurs), d'Edmonton et de Saskatoon (fibres optiques). Le transfert d'un bon nombre de chercheurs et d'administrateurs, vers l'Ontario surtout, risque de cantonner Montréal dans le rôle subalterne d'un atelier de production.

LA REDISTRIBUTION SPATIALE

Si la croissance des effectifs manufacturiers reste très modérée au cours des dernières années, les modifications de l'assiette spatiale ont été aussi moins importantes. Certes, le desserrement industriel s'est poursuivi, mais avec moins d'ampleur que naguère. Les tendances observées se sont concrétisées mais le patron spatial n'est pas substantiellement différent de celui que l'on décrivait voici dix ans. L'étalement est désormais moins désordonné. Dans le but de stopper une «suburbanisation» galopante et fort coûteuse, le gouvernement du Québec a fait prévaloir une option d'aménagement pour la région métropolitaine qui favorise la densification du tissu, le renforcement des infrastructures existantes. Cela va de pair avec l'arrêt du débordement urbain sur les meilleurs terres arables, conséquence de l'application de la loi de protection du territoire agricole.

Desserrement ou décentralisation

Au début des années 1970, plusieurs études envisageaient l'avenir différemment. Certains auteurs voyaient dans la redistribution des emplois industriels un mouvement de diffusion qui débordait largement les limites de l'aire métropolitaine. D'autres au contraire l'interprétaient comme un simple desserrement accompagnant la vague de «suburbanisation», consécutif à la compétition pour le sol et à la recherche de sites moins encombrés et mieux adaptés aux formes modernes de la fabrication. La divergence des opinions était largement due à la diversité des échelles d'analyse. Aujourd'hui, parler de décentralisation paraît un peu plus justifié. Entre 1971 et 1979, le Québec a gagné 28 000 emplois manufacturiers, dont environ 15 000 au profit de la région administrative de Montréal (région 06), laquelle enregistre un léger gain par rapport aux autres régions. Il faut toutefois se garder de conclusions trop tranchées. À l'intérieur de la région 06, l'île de Montréal et la ville de Laval perdent environ 3 000 emplois. Les gains se retrouvent surtout à l'intérieur de l'auréole formée des dix comtés contigus à l'île de Montréal et à l'île Jésus. Ces derniers gagnent environ 15 000 emplois alors que les effectifs des 15 comtés ceinturant ladite auréole n'enregistrent que 3 000 emplois supplémentaires. La croissance concerne donc essentiellement les marges de l'aire métropolitaine. On note que les satellites industriels de Montréal s'étoffent. En cela, les recommandations des études qui ont fondé la politique du MEER et qui font partie des ententes Canada-Québec se sont donc concrétisées dans une certaine mesure. Toutefois, les progrès réalisés s'avèrent

moins importants que ce qui était escompté (Higgins *et al.*, 1970). C'est là une évolution conforme au schéma admis de la diffusion industrielle: les métropoles relèguent d'autant mieux les fabrications routinières à leur périphérie que le processus est encouragé par des subventions gouvernementales.

Le déclin de la ville centrale

Déjà fortement amoindri, le poids industriel de la ville de Montréal a encore régressé au cours de la dernière décennie. Le nombre de salariés de l'industrie y fléchit de 150 000 à 134 000 entre 1971 et 1979. La part de Montréal est ainsi tombée à moins de la moitié du total métropolitain. C'est toujours le pullulement des établissements de taille variée où dominant, comme dans toutes les grandes villes, les bataillons de petits ateliers. Ici aussi, le nombre a fléchi: 3 471 en 1971 contre seulement 3 206 en 1979.

Le déclin quantitatif s'accompagne de sensibles modifications structurelles. On assiste à une concentration légèrement renforcée dans les secteurs mous: le travail du cuir, le textile, la bonneterie, le vêtement et le meuble retiennent près de la moitié des effectifs. Si ces cinq branches perdent environ 5 000 emplois en huit ans, elles se maintiennent beaucoup mieux que d'autres. Le secteur des aliments et boissons perd au-delà de 3 000 emplois tout comme celui des produits électriques, l'imprimerie et l'édition au-delà de 1 500 de même que la métallurgie différenciée. Comme dans la plupart des métropoles, on vérifie que les établissements ont une propension à migrer qui augmente avec la vitalité du secteur économique auquel ils appartiennent. Ce sont les industries à faible valeur ajoutée employant une main-d'œuvre peu qualifiée et à forte composante féminine qui demeurent dans la ville centrale.

À l'intérieur même de la ville de Montréal, la migration des établissements à partir du centre-ville s'est poursuivie. On n'y retrouve plus que les fabrications pour lesquelles cette proximité est indispensable. Le travail de la fourrure se maintient très bien sur le boulevard de Maisonneuve, les rues de Bleury et Saint-Alexandre. La fourrure regroupe majoritairement de petits ateliers employant moins de 20 personnes. Les dix-sept établissements qui dépassent cette taille (dont 7 seulement ont plus de 50 ouvriers) se partagent plus de la moitié d'un chiffre d'affaires évalué à 130 millions de dollars en 1979. Certaines fabrications recherchent aussi la proximité de la clientèle et des grands magasins: c'est le cas des petits ateliers de mode féminine et de chapeaux. Mais le gros des effectifs de la bonneterie et de l'habillement s'est fixé de part et d'autre du boulevard Métropolitain, dans l'axe du boulevard Saint-Laurent (rues de Gaspé et Chabanel).

L'expansion suburbaine

À l'extérieur de la ville de Montréal, cinq nouveaux parcs industriels ont été ouverts durant la dernière décennie. À comparer à la trentaine de parcs publics et privés qui avaient été aménagés durant la période précédente, on constate que le rythme des créations s'est singulièrement ralenti. La croissance industrielle récente des banlieues s'est donc faite essentiellement par densification, par valorisation des infrastructures déjà installées. Si le taux d'occupation a progressé, d'importantes surfaces restent encore disponibles dans la plupart des parcs (tableau 6).

Tableau 6

Taux d'occupation des parcs industriels dans l'agglomération de Montréal (1981)

<i>Parcs industriels (périphérie)</i>	<i>% de la superficie occupée</i>	<i>Parcs industriels (Île de Montréal- ville de Laval)</i>	<i>% de la superficie occupée</i>
Brossard	80	Anjou	54
Candiac I	92	Baie-d'Urfé	43
Candiac II	11	Dollard-des-Ormeaux	15
Chambly	45	Dorval I	74
Châteaugay	49	Dorval II	75
Contrecoeur	43	Kirkland	33
Delson	88	Lachine	62
Laprairie	78	LaSalle	77
Saint-Bruno	47	Pointe-aux-Trembles I	42
Saint-Hubert	47	Pointe-aux-Trembles II	43
Varenes I	39	Pointe-Claire	70
Varenes II	72	Saint-Laurent	75
Lachenaie	20	Saint-Léonard I	25
Mirabel	12	Saint-Léonard II	83
Saint-Eustache	44	Laval-Centre	80
Sainte-Thérèse	27	Laval-Centre-Est	80
Terrebonne	17	Laval-Est	94
Repentigny	14	Laval-Ouest	12

Compte tenu de la croissance globale de l'agglomération et de l'affaiblissement de la ville centrale, c'est une redistribution de 20 000 emplois qui alimente la progression des localités de banlieue. Il va sans dire que ce mode de calcul occulte un assez grand nombre de transferts pour ne tenir compte que des résultats nets. Ainsi, plusieurs branches déclinent légèrement en banlieue comme le travail du cuir, le textile, la bonneterie et les produits du papier, ce qui suppose une croissance de compensation dans d'autres secteurs. Mais, en l'absence de données concernant les établissements et de statistiques détaillées au niveau des municipalités, cette approche

ne permet que de cerner les grands traits du remodelage du tissu industriel. L'industrie est d'ailleurs beaucoup moins éparpillée qu'il n'y paraît au premier abord. Dans la mosaïque métropolitaine, plus des deux tiers des villes n'ont que quelques établissements industriels et quelques dizaines d'ouvriers. Dans les trente municipalités suburbaines comptant plus de 500 emplois industriels, seulement dix en comptent plus de 5 000, regroupant ainsi plus des trois quarts des emplois industriels de la banlieue (106 000 sur 137 000). Ces limites étant précisées, l'analyse permet de dégager les faits suivants :

- Au cours des années 1970, la physionomie de l'espace industriel dans la banlieue de Montréal s'est assez peu modifiée. Une croissance nette, plutôt modérée, s'est localisée dans des portions restreintes du territoire, occupant ainsi les parcs industriels déjà en place et qui étaient situés près des axes de circulation rapide.
- L'opposition fonctionnelle demeure toujours tranchée entre l'est, qui se consacre aux fabrications lourdes (métallurgie lourde, raffinage pétrolier, etc.) et l'ouest de l'île de Montréal, clairement néotechnique de par ses fonctions (électronique, pharmaceutique, etc.), tandis que le sud-ouest conserve, en particulier autour des voies ferrées, ses fabrications métallurgiques et électriques lourdes (Lasalle, Lachine).
- Plusieurs noyaux industriels contigus à la ville centrale demeurent stables. C'est le cas de Lachine, LaSalle, Anjou, Mont-Royal, Montréal-Est et Montréal-Nord qui groupent toujours près du cinquième des emplois industriels de l'agglomération.
- La croissance industrielle s'est surtout manifestée en deux endroits, soit Saint-Laurent et Longueuil, avec des gains respectifs de 6 000 et de 4 000 emplois entre 1971 et 1979, lesquels sont attribuables pour l'essentiel au progrès du secteur de l'équipement de transport et plus particulièrement de l'aéronautique (Canadair, Pratt et Whitney). Saint-Laurent a enregistré un progrès spectaculaire de plus de 30% en huit ans. Avec plus de 26 000 ouvriers, c'est un point fort de l'armature industrielle de la métropole (10% des effectifs totaux). Si la croissance doit beaucoup à la relance de Canadair, elle est aussi alimentée par une poussée dans le secteur des constructions électriques, des aliments et boissons, de l'imprimerie et de l'édition, etc.
- Bien que moins spectaculaires quant aux effectifs concernés, les progrès des noyaux industriels néotechniques de l'ouest de l'île se sont poursuivis. Bien servis par la proximité de l'aéroport et des voies rapides ainsi que par un milieu résidentiel qui retient les cadres, Dorval et Pointe-Claire, notamment, enregistrent des taux de croissance significatifs.
- Un des faits nouveaux de la période réside dans la croissance de Laval. À l'écart de l'axe principal du développement est-ouest, le territoire de l'île Jésus semblait étranger à la croissance industrielle suburbaine. Cependant, en moins de dix ans, le nombre des emplois y est passé de 4 000 à 7 000.
- En revanche, la création de l'aéroport international de Mirabel n'a induit aucun développement : le vaste parc industriel (PICA) demeure vide. En l'absence d'une liaison rapide et directe avec le centre-ville et face à l'incertitude quant à l'avenir de Dorval, cette infrastructure pâtit des effets de l'éloignement et de sa mauvaise situation géographique.

Revitaliser la ville centrale

Alarmés par la rapidité et l'ampleur du déclin industriel, les dirigeants de la ville de Montréal ont mis sur pied une politique de relance. C'est une préoccupation que l'on

RÉPARTITION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER DANS L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

municipalités comptant au moins 100 emplois en 1982

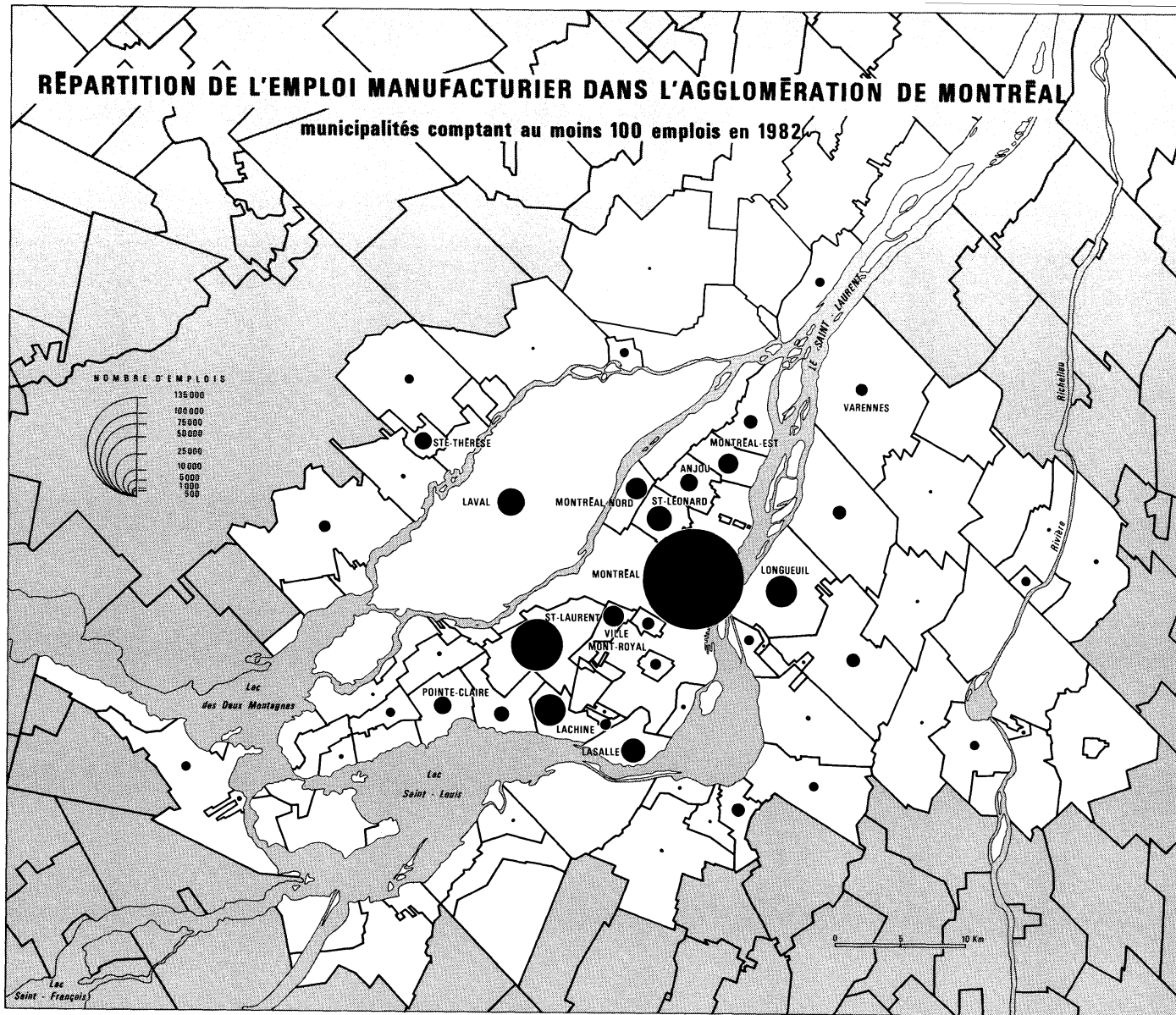


Figure 1

retrouve dans de nombreuses métropoles que vide une véritable « désindustrialisation ». La promotion industrielle est l'un des principaux volets d'une intervention reliée à la création de la Commission d'initiative et de développement économiques (CIDEM), qui s'est dotée d'un Commissariat à l'industrie en 1979. La tâche prioritaire s'avère, bien sûr, le remodelage de la structure industrielle de façon à renverser la tendance au déclin. On souhaite également intégrer de façon optimale l'industrie à la trame urbaine. Un réseau de six parcs industriels comptant environ 200 hectares et où l'on entend développer en premier lieu les secteurs de la pétrochimie, de l'agro-alimentaire, du matériel de transport, de l'électronique ainsi que les activités de recherche et développement a été mis en place.

Les promoteurs de la CIDEM sont cependant bien conscients que la refonte structurelle est une tâche de longue haleine et qu'il importe de moderniser le secteur traditionnel qui regroupe toujours le gros des effectifs. Plusieurs centaines de dossiers ont déjà été traités et l'accent est clairement mis sur l'entreprise déjà établie. En ce qui concerne les infrastructures, la SODIM (Société de développement industriel de Montréal) a été créée pour favoriser la rénovation industrielle. Le gouvernement du Québec est sur le point d'apporter une contribution financière à ces travaux de rénovation. La CIDEM s'est, en outre, donné pour mission d'intervenir avec force auprès des autorités gouvernementales pour assurer le sauvetage et la transformation du secteur traditionnel de même que pour stimuler l'essor des branches d'avenir. Il est, certes, trop tôt pour apprécier les résultats de cette politique mais le branle est donné.

L'industrie montréalaise était marquée de graves faiblesses structurelles : l'importance relative des secteurs traditionnels mais aussi la fragilité des branches dynamiques, trop souvent incomplètement intégrées et dépendantes, la défavorisaient déjà dans une conjoncture d'expansion. Elle s'adaptait avec peine à la migration du centre de gravité économique du continent nord-américain et à la libération progressive des échanges internationaux.

La crise économique l'a durement atteinte. Il était raisonnable de vouloir faire de Montréal un pôle de développement et d'innovation qui, en capitalisant sur les entreprises de pointe, diffuserait des effets de croissance sur l'ensemble du territoire québécois. L'affaiblissement de son pouvoir de commandement dans le domaine financier, la perte de nombreux sièges sociaux n'en a certes pas aidé la consolidation. Si des signes de dynamisme se manifestent çà et là, on ne voit pas cependant poindre un renversement de la tendance. Montréal ne sera pas confinée, dans un proche avenir, à une simple fonction régionale comme le craint l'économiste F. Martin. Cependant, il est clair qu'elle est menacée, à terme, dans son rayonnement métropolitain.

RÉFÉRENCES

- HIGGINS, B., MARTIN, F. et RAYNAULD, A. (1970) *Les orientations du développement économique de la Province de Québec*, Ottawa, ministère de l'Expansion économique régionale, 156 p.
- MANZAGOL, Claude (1972) L'industrie manufacturière à Montréal, in L. Beaugard (ed.) *Montréal, guide d'excursions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 125-136.
- QUÉBEC, ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (1979) *Analyse du secteur manufacturier des produits pharmaceutiques au Québec*, Québec.
- QUÉBEC, ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (1981) *L'industrie de l'électronique au Québec*, Québec.

QUÉBEC, ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (1982) *L'industrie de la pétrochimie au Québec*, Québec.

CARTOGRAPHIE

Réalisation: Andrée G.-LAVOIE

Photographie: Serge DUCHESNEAU